

# BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide  
Aux membres et familles  
DE LA GENDARMERIE /



# SOMMAIRE

**Témoignage :** ..... 4  
**Franck ROBIN**, ancien membre du GIGN  
devenu paraplégique

**Fait du jour :** ..... 6  
**Pont-Saint-Esprit**, la caserne en eaux  
troubles

**Hubert BONNEAU** ..... 12  
Le général d'Armée nommé **directeur**  
**Général de la Gendarmerie Nationale**

**A saint-Malo** ..... 15  
**Grosse frayer** pour des gendarmes et  
leurs familles après **la chute de deux**  
**balcons**

**Sécurité du Futuroscope :** ..... 17  
plongée dans les coulisses des exercices  
anti-attentat

**À Abbeville** ..... 19  
**50 jeunes** ont découverts les services  
publics **lors d'un espace game géant**

**Hautes-Pyrénées :** ..... 21  
Les gendarmes **contrôlent les**  
**équipements hivernaux**

**Dordogne :** ..... 23  
Les gendarmes proposent de tester des  
lunettes pour voir **"comme quand on a**  
**bu au volant"**

**Gendarmerie :** ..... 25  
Des familles **alertent sur l'état de**  
**délabrement** des casernes

**Les peluches Pandas** ..... 26  
les gendarmes utilisent des peluches  
pandas **pour aider les enfants**

**A saint-Brieuc** ..... 27  
**Du graff chez les gendarmes**, cet artiste  
pose son art chez les militaires

**Secours d'un parapentiste** ..... 28  
les gendarmes viennent **en aide à une**  
**figure du rugby français**

**2 000 Gendarmes du Grand Est** ..... 29  
bientôt formés dans un **nouveau centre**  
**d'instruction à Metz**

# EDITO

**Chères familles, chers amis,**

En ce début d'année, je souhaite tout d'abord vous adresser mes pensées les plus sincères. Vous êtes au cœur de notre engagement au sein de l'Association d'aide aux familles de la Gendarmerie, et chaque jour, nous œuvrons pour vous soutenir.

Alors que nous venons de vivre un événement marquant à Mayotte, nos pensées se tournent vers nos gendarmes qui œuvrent avec bravoure dans cet archipel. Leur engagement et leur dévouement face aux défis quotidiens qui se dressent devant eux sont admirables. Nous tenons également à saluer le courage de tous ceux qui ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions. Leur sacrifice mérite notre reconnaissance et notre respect.

En parallèle, nous ne pouvons ignorer la situation économique difficile que rencontrent de nombreuses familles, y compris celles de nos gendarmes. La pression économique s'aggrave pour tous, et il est essentiel que nous restions solidaires les uns envers les autres. Notre association est là pour vous accompagner et vous soutenir, quelle que soit la nature de vos difficultés. N'hésitez pas à faire appel à nos services, car nous sommes ensemble dans cette épreuve.

Alors que nous avançons ensemble dans cette période charnière, continuons à nous soutenir mutuellement, à nous épauler dans les moments difficiles et à célébrer les réussites, petites ou grandes. Chacune de vos histoires compte, et chaque pas que nous faisons ensemble contribue à renforcer notre communauté.

Prenons soin les uns des autres et restons unis dans l'adversité.

Bien chaleureusement,

**Le conseil d'administration  
de l'Association d'aide aux familles de la Gendarmerie**

Trimestriel Edition 2024 - Revue Officielle de L'ASSOCIATION D'AIDE AUX  
MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE

Siège Social : 13 Route des Planèzes 23400 BOURGANEUF

**Régie publicitaire exclusive :** Service Coordination Imprimerie

350, avenue du Prado - 13008 Marseille - Tél. 04 65 27 80 00

Mail : [service-coordination-imprimerie@orange.fr](mailto:service-coordination-imprimerie@orange.fr)

**Impression :** MEDIAPRINT - 84120 PERTUIS

*Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif*

*Publicitaire*



# « UN CLANDESTIN A TIRÉ SUR MOI POUR 23 GRAMMES D'OR » : LE TÉMOIGNAGE

## POIGNANT D'UN ANCIEN MEMBRE DU GIGN DEVENU PARAPLÉGIQUE

Le 2 septembre 2011, Franck Robin, alors membre d'élite du GIGN, voit sa vie bouleversée lors d'une mission en Guyane visant à lutter contre l'orpaillage illégal. En pleine jungle, il est pris pour cible par un clandestin brésilien de 20 ans.

Alors que l'assaillant tente de récupérer un quad, il ouvre le feu. Franck riposte, mais la balle qu'il reçoit lui sectionne la moelle épinière, le laissant paraplégique. L'assaillant, mortellement touché, est retrouvé avec 23 grammes d'or, une valeur presque insignifiante mais symbole de convoitises meurtrières.

### ■ Une mission sous tension

Franck Robin revient en détail sur cette journée marquante dans son ouvrage Pour 23 grammes d'or (Mareuil Éditions). Chef d'une antenne locale du GIGN, il avait été désigné responsable opérationnel lors d'une infiltration orchestrée dans la jungle autour de Maripasoula.



Malgré son scepticisme face aux méthodes plus visibles de l'armée, son unité de cinquante hommes, surnommée la « dream team », se prépare à une mission qui durera sept jours. Lors de cette opération, Franck croise un jeune Brésilien aux yeux vitreux, visiblement sous l'emprise de stupéfiants, et en possession d'un quad, d'un groupe électrogène et de quelques grammes d'or. Après l'avoir désarmé et libéré, il est surpris quelques instants plus tard par deux détonations : l'homme revient, revolver à la main. Une confrontation s'engage. Malgré sa blessure critique, Franck neutralise son agresseur, mais sa vie bascule.

### ■ ■ Un parcours marqué par le dépassement

Transporté deux jours après les faits à Paris, Franck entame un long processus de reconstruction. Paraplégique à 33 ans, il ne se laisse pas abattre. Il apprend à conduire, découvre le handbike, et participe aux Invictus Games, où il remporte des médailles d'or.

Décoré de la Légion d'honneur en 2016 par Bernard Cazeneuve, il quitte la gendarmerie la même année pour se réinventer comme conférencier, partageant son expérience et son message de résilience. « Je ne regarde jamais dans le rétro », affirme-t-il. « Ce qui est fait est fait. On n'a pas le choix : il faut aller de l'avant. »

### ■ ■ La réalité de la violence en Guyane

Dans son livre, Franck Robin dépeint également la dure réalité de la Guyane, un territoire français où la violence liée à l'orpaillage illégal est omniprésente. « Là-bas, il y a quinze fois plus d'homicides et trente fois plus de vols à main armée qu'en métropole. » Les missions,

menées dans des environnements hostiles, nécessitent des infiltrations discrètes en pirogue ou de longues marches en pleine jungle. Face aux garimpeiros, ces chercheurs d'or clandestins souvent issus de milieux extrêmement pauvres, les forces de l'ordre tentent de préserver la souveraineté française dans une région où les frontières fluviales compliquent les contrôles.

### ■ ■ Un avenir plein d'espoir

Aujourd'hui, Franck Robin vit pour sa famille, sa compagne et ses trois fils. Il reste convaincu que « la vie, bien que différente, reste belle ». Son récit, à mi-chemin entre témoignage humain et immersion dans le quotidien des forces de l'ordre en Guyane, est une leçon de courage et de résilience face à l'adversité. retrouver son livre en cliquant ici.

# FAIT DU JOUR

## LA CASERNE DE GENDARMERIE DE PONT-SAINT-ESPRIT EN EAUX TROUBLES



La nouvelle caserne de gendarmerie de Pont-Saint-Esprit, inaugurée en avril 2023, serait-elle dangereuse ? Pire, les autorités, État et mairie en tête, étaient-elles au courant du risque ? **Enquête.**

Tout démarre le 30 octobre dernier, lorsqu'au cours d'une réunion publique, le maire de Pont-Saint-Esprit Valère Segal fait des révélations fracassantes sur la nouvelle caserne de gendarmerie de sa ville, qui serait exposée à un « fort risque de ruissèlement » contre lequel rien n'aurait été fait, ce qui ferait courir un risque aux militaires. « Et les élus le savaient », affirme alors le maire élu en juillet dernier.

Et le maire de s'appuyer sur des documents internes pour étayer son propos, avant d'affirmer

« saisir la Procureure de la République pour tous les manquements sur ce dossier. »

Pour comprendre ce dossier, il faut revenir une dizaine d'années en arrière, du temps du maire Roger Castillon. La caserne de gendarmerie, située au sud de la ville, a fait son temps, et les militaires en demandent une nouvelle. « Elle était tellement vétuste que des gendarmes étaient logés ailleurs que dans la caserne », glisse un témoin de l'époque, « et ça coûtait une blinde », rajoute un autre. Sur la base des



critères des militaires, à savoir un terrain au nord-ouest de la commune, près d'un axe routier, la mairie propose plusieurs terrains potentiels pour un projet de caserne, charge au ministère de l'Intérieur de choisir l'implantation. Le ministère jette son dévolu sur un terrain situé au rond-point de Larignier, qui coche toutes les cases. L'emplacement est réservé en février 2015 dans le Plan local d'urbanisme.

C'est donc ici que sera bâtie la nouvelle gendarmerie, via le montage suivant : la mairie achète le terrain en question et bâtit la gendarmerie, avec la Segard, société d'économie mixte du Conseil départemental, comme assistance à maîtrise d'ouvrage.

La mairie investit 6 millions d'euros dans le projet, fléchés sur un budget annexe pour ne pas impacter son budget général et les autres investissements prévus. L'emprunt nécessaire sera remboursé par les loyers versés par le ministère à la mairie. Un premier permis de construire est accordé en juillet 2019 par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) pour une caserne de 18 logements, puis un second permis est accordé en septembre 2020, toujours par la DDTM, pour 21 logements, suite à une demande de la gendarmerie.

### ■ Un premier couac fin 2020

Les travaux peuvent alors débuter, avec un premier couac concernant... un bassin de rétention. En octobre 2020, la mairie dépose un projet d'aménagement d'un bassin de rétention en amont de la future gendarmerie, qui sera refusé par la DDTM en décembre 2020. « Nous avons lancé le marché, et la bassin nous a été refusé trois semaines avant le début des travaux », souffle l'adjoint aux Travaux de l'époque, Vincent Rousselot. La DDTM justifie son refus par le fait, entre autres, que « aucun élément technique n'est fourni dans le dossier » et par « les incohérences du dossier, notamment celle qui indique que la parcelle concernée est en dehors de toute zone inondable alors qu'elle reçoit les débordements des deux fossés latéraux pour un débit de 3,57 mètres cubes par seconde pour la pluie décennale. » Plus tard, dans une note datée de novembre 2022 que nous nous sommes procurée, le directeur de la DDTM Sébastien Ferra revient sur cet épisode, affirmant que « les hypothèses du bassin versant intercepté étant erronées, cet ouvrage aurait dysfonctionné, risquant de faire peser sur la gendarmerie un risque plus important que s'il n'était pas présent. » Dont acte.

Les travaux se poursuivent malgré tout. « Pour autant, l'AMO (l'assistance à maîtrise d'ouvrage, assurée par la Segard, ndlr) n'a pas interrompu

le projet de construction de la gendarmerie, l'AMO n'a pas effectué un dossier de loi sur l'eau (...) et n'a pas abordé le sujet de la gestion des eaux pluviales et de ruissellement dans son projet », poursuit le directeur de la DDTM dans sa note, adressée à la maire de l'époque Claire Lapeyronie et au patron des gendarmes du Gard d'alors, le général Éric Chuberre. La pose de la première pierre approche, la cérémonie est prévue le 18 janvier 2022 en présence de la préfète d'alors, Marie-Françoise Lecaillon.

Une célébration gâchée par une nouvelle arrivée quelques jours auparavant : le terrain serait dangereux pour cause de risque d'inondation par ruissellement. « À ce moment-là, alors que les travaux étaient déjà très avancés, on nous dit que les gendarmes ne veulent plus rentrer dans la future caserne car la DDTM dit qu'il y a un risque d'inondation, s'emporte Vincent Rousselot. J'ai pété les plombs, je leur ai dit que l'État devait rembourser la commune, l'État est responsable. » « Les services de l'État nous ont accordé le permis de construire deux fois, rappelle Patrick Scorsone, président de la Segard. Nous avons signalé à la mairie cet élément nouveau, nous on ne fait qu'assister, si en amont du permis de construire on nous dit qu'il faut faire un bassin, on le fait, mais après, ça devient très compliqué. »

### ■ « Tout le monde savait »

La DDTM charge la Segard, qui « doit prendre ses responsabilités à la fois dans le dimensionnement erroné du bassin versant intercepté, et dans la non suspension des travaux en raison de l'incertitude de la sécurisation du projet », poursuit Sébastien Ferra dans sa note.

Concrètement, les services de l'État considèrent que c'est à la Segard de payer pour rectifier le tir, à savoir réaliser des bassins de rétention, ce que confirme Patrick Scorsone : « la préfète nous a demandé, à la mairie et à nous, de le prendre à notre charge. » En attendant, la DDTM estime que « le niveau de protection n'est pas assuré, en raison de l'absence de dispositif de rétention adapté à la réalité du bassin versant intercepté. »

« Quand on a posé la première pierre, la préfète était au courant de la situation, tout le monde savait », affirme une élue de l'époque, qui se demande si « la DDTM ne s'est pas réveillée trop tard. » La machine est lancée, et ne s'arrêtera pas. Ne pouvait-on pas voir venir ce risque ? Le maire actuel, Valère Segal, a affirmé que l'étude hydraulique, datée de 2017, « n'a pas été finalisée ». Cette étude, à l'échelle de la commune, n'a pas été encore réalisée, elle doit l'être dans les prochains mois. En revanche, une note hydraulique concernant la réalisation





de la gendarmerie a été rendue en juin 2018 par le cabinet Mediae.

Dans cette note, que nous avons pu consulter, il est préconisé de rehausser la hauteur de plancher du projet de 50 centimètres, ce qui sera fait par la Segard. La note conclut que « le projet de la future gendarmerie n'est concerné par aucun cours d'eau ni zone inondable ni zone humide ».

Sauf qu'entretemps, en mai 2018, « il y a eu une évolution de la législation avec les zones Exzeco », affirme un fin connaisseur du dossier. Exzeco pour extraction des zones d'écoulement, une méthode qui consiste à, à partir de la topographie, définir des terrains potentiellement inondables par ruissellement. En clair : « les services de l'État ont changé les règles en plein milieu », résume notre source.

Or, selon cette carte Exzeco, « il s'avère que la gendarmerie, considérée comme un établissement stratégique, n'aurait jamais dû faire l'objet d'un dépôt et d'une autorisation de permis de construire sur ce terrain, sauf à

considérer que le terrain est exondé pour une occurrence centennale », peut-on lire dans une note du directeur général des services de la mairie, Vincent Cuozzo adressée à la maire de l'époque Claire Lapeyronie, datée du 8 juin 2023 et classée comme « hautement confidentielle ».

### ■ Bassins et risque pénal

Alors que les gendarmes sont rentrés dans leur nouvelle caserne le 9 mai 2023, le dossier reste encombrant. En témoigne cette réunion tenue à la préfecture du Gard le 1er juin 2023, en présence des différentes parties prenantes : mairie, Segard, bureau d'études, DDTM et du secrétaire général de la préfecture d'alors, Frédéric Loiseau. Il est noté dans le compte-rendu de cette réunion, que nous nous sommes procurés, que « le SG (secrétaire général, ndlr) interroge la commune sur la raison de la poursuite du chantier alors que les incertitudes demeuraient sur le risque. La commune indique que des incertitudes pesant sur la responsabilité juridique des études entre la commune et l'intercommunalité ont ralenti l'avancée des études de risque. Pendant ce temps-là, les travaux se sont poursuivis. »



Plus loin, le compte-rendu indique que « le SG ne comprend pas qu'on ait pu poursuivre les travaux sans prévoir la mise en défends d'un équipement sensible et structurant. »

#### ■ Gendarmerie pont-saint-esprit

En avril 2023, les élus spiripontains d'alors visitent la nouvelle gendarmerie, un mois avant sa mise en fonction. Le capitaine Christophe Perrin et le major Jean-Claude Lopez étaient aussi présents. • Photo d'archives : Marie Meunier

Mais il est alors bien trop tard, et il faut trouver une solution au problème, surtout que le texte fait état, en cas d'inondation, du fait que « les accès (de la gendarmerie, ndlr) seraient bloqués (impossibilité de sortir de la caserne et dommages sur les véhicules), ce qui rendrait impossible l'intervention des gendarmes. » Fâcheux. Les parties prenantes estiment qu'il faut réaliser des bassins de rétention « conséquents », très difficiles à financer. Alors « un changement de destination » du bâtiment est évoqué, pour en faire des logements classiques, et il est indiqué que « la commune

a envisagé aussi de modifier les usages de la caserne pour les services techniques communaux et revendre les logements à un bailleur social, mais politiquement c'est très difficile, d'autant plus que ça ne dispense pas de devoir exonder pour Q100 (une crue centennale, ndlr). » Alors, « le SG conclut au fait de laisser les gendarmes en envisageant un niveau de protection soutenable », reproduit le compte-rendu.

À partir de là, la mairie sait qu'elle n'échappera pas à de lourds investissements pour sécuriser la gendarmerie, en réalisant des bassins sur des terrains qu'il lui faut acheter. Le directeur général des services de la mairie, dans sa note, estime les travaux à entre 3,9 millions d'euros et 4,8 millions d'euros, sans compter le prix d'achat des terrains, et conseille à la maire de l'époque de « lancer l'étude et la construction des bassins en même temps » tout en laissant les gendarmes dans la caserne. « Hypothèse conseillée car le risque pénal sera beaucoup plus faible, en cas de crues importantes, que les scénarii n°1 et n°2 », dit-il,



les deux autres scénarii étant de rester en l'état sans réaliser les bassins (avec un « risque pénal très important », écrit-il) et de « sortir les gendarmes des lieux » (avec « un risque pénal tout aussi important, en cas de crues importantes, que le scénario n°1 puisque les parcelles adjacentes à la gendarmerie seront exposées à ce risque majeur. ») En revanche, l'hypothèse conseillée, à savoir lancer l'étude et la construction des bassins, aura « un impact budgétaire important pour l'endettement » de la commune, prévient le DGS.

On en est donc là. Désormais, « Les bassins sont chiffrés entre 8 et 10 millions d'euros au bas mot », affirmait Valère Segal lors de la réunion publique du 30 octobre, avant de glisser que « l'état de nos finances n'avait pas besoin de ça. » Reste à voir désormais si la justice se saisira du dossier.

### ■ La réponse des services de l'État

Contactés, les services de l'État nous ont adressé la réponse suivante : « La maîtrise d'ouvrage de l'immobilier des brigades de Gendarmerie est assurée par les collectivités.

Dans le cas précis du projet de la gendarmerie de Pont-Saint-Esprit, la commune a porté ce projet avec une assistance à maîtrise d'ouvrage de la SEGARD.

Au moment de la délivrance du permis de construire en 2020, aucun élément ne s'opposait à sa réalisation de ce projet dès lors qu'il comprenait l'engagement d'une étude hydraulique définissant les solutions de protection face au risque d'inondation. Parallèlement au permis de construire, un projet a donc été déposé par la mairie pour la construction d'un bassin écrêteur de crue. Il a été constaté que le dossier de déclaration loi sur l'eau, déposé pour un bassin écrêteur de crue ne comportait pas tous les éléments nécessaires à la prise en compte du risque inondation. Un arrêté d'opposition à déclaration a été émis par l'État, c'est-à-dire le rejet du dossier de déclaration afin qu'un nouveau dossier soit déposé. Aucun nouveau dépôt de dossier n'est intervenu depuis lors.

En 2022, les services de l'État ont par ailleurs alerté la commune de Pont Saint Esprit et le général de la Gendarmerie (GGD 30) sur les

risques encourus. Il a été par ailleurs indiqué par les services de l'Etat qu'un changement de destination du bâtiment serait préférable étant donné le caractère d'établissement sensible que représente une gendarmerie, et que ce changement de destination devait aussi s'assurer de la mise en sécurité des biens et des personnes qui occuperaient alors ce bâtiment.

Les services techniques de la commune ont souhaité relancer le projet de bassins écrêteurs de crues suffisamment dimensionnés pour assurer un niveau de protection suffisant. Dans le laps de temps nécessaire à son étude et à sa possible réalisation, des mesures ont été proposées afin que la gendarmerie puisse opérer en toute sécurité. »

### PRÉCISION

Contactée, l'ancienne maire de Pont-Saint-Esprit Claire Lapeyronie nous a indiqué que « dans la mesure où le maire a lancé une action en justice », elle ne souhaitait pas réagir.

# LE GÉNÉRAL D'ARMÉE

## HUBERT BONNEAU NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA GENDARMERIE NATIONALE



Par décision du Conseil des ministres du 31 octobre 2024, le général Hubert Bonneau, jusqu'alors commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest, est nommé Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) à compter du 4 novembre 2024 et élevé au rang et appellation de général d'armée à la même date.

En 34 ans de carrière au sein de la gendarmerie, le général Bonneau a accumulé une expérience de terrain riche et diversifiée, à travers une succession de commandements opérationnels et de fonctions de direction en ministère ou au sein de l'administration centrale.

Hubert Bonneau, 58 ans, a été nommé Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) par décision du Conseil des ministres du 31 octobre 2024, pour une prise de fonction le lundi 4 novembre 2024 et sera élevé au rang et appellation de général d'armée à la même date. Il succède au général d'armée Christian Rodriguez, admis en 2<sup>e</sup> section fin septembre 2024.

### ■ Gendarmerie mobile, départementale, police judiciaire, intervention spécialisée, formation : un parcours riche et diversifié

Hubert Bonneau fait ses études au lycée naval de Brest, dont il est originaire. Puis, après deux ans au Prytanée national militaire de La Flèche (1984-1986), il entre à l'École spéciale militaire



de Saint-Cyr Coëtquidan (promotion Général Callies). Il en sort diplômé en 1989 et intègre dans la foulée l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN, devenue Académie militaire de la gendarmerie nationale en septembre 2024, NDLR), à Melun.

Dès lors, son parcours le conduira à assumer une grande diversité de responsabilités, tant dans des commandements opérationnels que dans des fonctions de direction stratégiques en ministère ou au sein de l'administration centrale.

En 1990, il prend ainsi son premier commandement, à la tête d'un peloton de l'Escadron de gendarmerie mobile (EGM) de Luçon, en Vendée. Une affectation de courte durée, puisqu'en 1991, il devient adjoint au commandant de l'Escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), avant de prendre la tête de l'unité en 1995. Il mettra en place en son sein le GOR (Groupe d'Observation Recherche), première unité de ce type en gendarmerie. Il sera notamment engagé en décembre 1994 à Alger, lors de la prise d'otages du vol AF 8969. Il aura également la responsabilité de la protection de la moitié des équipes engagées lors de la coupe du Monde de football en France en 1998.

Cette même année, c'est en Polynésie française qu'il fait ses premiers pas en gendarmerie départementale, à la tête, pendant trois ans, de la compagnie des Îles-du-Vent. À son retour en métropole, il retourne à l'EOGN, cette fois en qualité de commandant de peloton.

En 2004, fraîchement breveté du Collège interarmées de Défense (CID, aujourd'hui École de guerre), il revient sur le sol breton, se lançant à cette occasion dans un nouveau métier de la gendarmerie nationale, celui de la police judiciaire. Après trois ans passés à la tête de la Section de recherches (S.R.) de Bretagne, à Rennes, direction plein sud cette fois pour Hubert Bonneau, qui prend le commandement du Groupement de gendarmerie départementale (GGD) de Corse-du-Sud de 2007 à 2011.

### ■ **Attentats de janvier 2015 à Paris : trois jours de traque**

2011 marque son retour à l'intervention spécialisée, en tant que commandant en second

du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dont il prend la tête en 2014, à la suite du général Thierry Orosco. Un commandement marqué par la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, à l'instar de la traque des frères Kaouchi, en janvier 2015, qui s'est achevée à Dammartin-en-Goële, par la neutralisation des deux terroristes responsables des attentats contre Charlie Hebdo.

En avril 2017, l'officier général est choisi par le ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères pour mettre sur pied la direction de la sécurité diplomatique. Il a alors pour mission de structurer sa direction et de produire une doctrine afin d'organiser la sécurité des 500 emprises diplomatiques françaises, des 500 lycées et des 500 instituts français de l'étranger et des quelque 13 000 agents diplomatiques en France et à l'étranger.

### ■ **Directeur des opérations et de l'emploi en pleine crise sanitaire**

Puis, en avril 2020, en pleine crise du coronavirus, Hubert Bonneau, alors élevé au grade et appellation de général de corps d'armée, succède au général François Gieré au poste de Directeur des Opérations et de l'emploi (DOE). Il va ainsi diriger les opérations et les missions des 130 000 gendarmes et réservistes dans ce contexte inédit de crise sanitaire. Pendant de longs mois, la gendarmerie va en effet être engagée au-delà de la mission fondamentale de protection, dans le cadre de l'opération #RépondrePrésent, qui vise à accompagner et à rassurer la population, particulièrement les plus fragiles et les plus exposés. En tant que DOE, le général Bonneau a restructuré sa direction en créant la Sous-direction de l'emploi des forces (SDEF) et le Centre national des opérations (CNO), outil national de planification, de gestion et de coordination des opérations de la gendarmerie.

Septembre 2022 : retour en terres bretonnes. Après une dizaine d'années en poste en région parisienne, le Brestois retrouve une nouvelle fois ses terres bretonnes, succédant, à compter du 1er septembre 2022, au général de corps d'armée Pierre Sauvegrain, à la tête de la gendarmerie de Bretagne et de la zone de défense et de sécurité Ouest, englobant la Normandie, les Pays-de-Loire et le Centre-Val-de-Loire, soit quelque 23 000 militaires.

Parmi les principaux axes de la feuille de route qu'il fixe à ses gendarmes à son arrivée : la lutte contre les violences intrafamiliales, la cybercriminalité, les atteintes à l'environnement, l'intensification du contact avec la population et avec les élus, une meilleure transversalité en interne ou encore le travail en synergie avec les autres services de sécurité intérieure.

Son commandement est marqué par plusieurs événements d'ampleur. En 2023, à défaut d'accueillir la coupe du Monde de rugby, la Bretagne reçoit ainsi, du 19 août au 10 septembre, la 4<sup>e</sup> édition du championnat du Monde militaire de l'Ovalie, organisé pour la première fois en France, dans 24 villes bretonnes, mobilisant à cette occasion les forces de gendarmerie dans le cadre du dispositif de sécurisation des épreuves.

L'année suivante s'amorce sur fond de contestation agricole. Entre janvier et mars 2024, les agriculteurs manifestent à travers tout le pays. La mobilisation en zone Ouest se traduit par de nombreux blocages sur les axes et dans les agglomérations. Pour veiller au bon déroulement et à l'accompagnement des convois et des manifestations, et assurer la sécurité des agriculteurs et autres usagers, plusieurs milliers de gendarmes sont mobilisés.

Mais un autre événement de taille se prépare dans le même temps : la célébration du 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement en Normandie. À cette occasion, un important dispositif interarmées et interservices est déployé début juin, aux fins d'assurer la sécurisation d'une trentaine de cérémonies commémoratives majeures. Le général de corps d'armée Hubert Bonneau est alors désigné Commandant des forces de gendarmerie (COMFORGEND) pour piloter la planification et la conduite de cette manœuvre complexe.

**À noter**

Marié et père de trois enfants, le général Hubert Bonneau est breveté du Collège interarmées de défense (CID, aujourd'hui École de Guerre) en 2004. Il est notamment Commandeur de la Légion d'honneur et Commandeur de l'Ordre national du Mérite.



# GROSSE FRAYEUR POUR DES GENDARMES ET LEURS FAMILLES **À SAINT-MALO,** APRÈS LA CHUTE DE DEUX BALCONS



« Ça a tremblé dans tout le bâtiment. » Vendredi 22 novembre 2024, deux balcons se sont effondrés au sein de la caserne de gendarmerie de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), comme l'ont révélé nos confrères de Ouest-France. L'accident n'a pas fait de blessés, mais il a causé une grosse frayeur.

## ■ « On a entendu un gros boum »

Il est survenu peu après 7 h, sur un immeuble de quatre étages, où 23 logements sont occupés par des gendarmes et leurs familles. En tout, 60 personnes dont 17 enfants y habitent.

« On était en train de prendre le petit déjeuner, raconte au Pays Malouin une femme de gendarme. On a entendu un gros boum. On s'est inquiété pour ceux qui habitent au-dessus. Notre voisin du dessus s'est inquiété pour nous. Et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'un gendarme nous dise qu'en fait un balcon du 2<sup>e</sup> étage était tombé sur un du 1<sup>er</sup>. »

Il n'y avait, heureusement, personne à proximité à cette heure-là. Cependant, l'endroit où sont tombés les balcons est un petit espace de verdure où jouent régulièrement des enfants.



Il était demandé de ne plus utiliser les balcons. Avant cette chute, des grillages étaient déjà en place pour éviter de rester juste au-dessous des balcons. Les habitants avaient aussi pour consigne de ne plus s'en servir. Vidéos : en ce moment sur Actu

Il faut dire que ceux qui restent n'inspirent pas du tout confiance. « Il y a des fissures. On voit le ferrailage », nous dit cette maman, supposant qu'un « manque de budget » a retardé les travaux nécessaires.

« On disait déjà à nos enfants de ne pas jouer trop près du bâtiment », ajoute-t-elle.

### ■ Large périmètre de sécurité

Désormais, une très large zone de sécurité est matérialisée par de grandes barrières. Elles ont été installées en urgence, en début d'après-midi.

« Un accompagnement psychologique a été proposé », nous précise aussi le colonel Nicolas Bénévent, commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine, venu sur place pour constater les dégâts et « assurer les familles de mon soutien ».

### ■ Des « effritements » en 2019

Il confirme que, sur ce bâtiment construit en 1968, le risque lié à ces balcons était connu.

« Au départ, il s'agissait d'effritements, de morceaux qui étaient tombés, en 2019. La dangerosité s'est révélée au fil du temps et il a été jugé nécessaire de faire des travaux. La décision était actée. »

Diagnostic et études ont cependant pris du temps.

Un « complément d'expertise » devait encore décider d'une dépose des balcons, ou de leur rénovation, et il restait à finaliser l'échéancier des travaux. C'était même l'objet d'une réunion sur place en octobre 2024.

« Le dossier était identifié comme prioritaire avant cette chute », assure le colonel Bénévent.

### ■ Des travaux pour étayer les balcons « dès lundi »

Dans l'immédiat, des travaux d'étalement vont avoir lieu. « Cela va commencer dès lundi. »

Ensuite, il s'agira très probablement de supprimer ces balcons usés par le temps, qui avaient fait l'objet de travaux d'entretien en 2016.

Dans l'intervalle, il faudra sécuriser les déplacements des occupants, ce qui va forcément compliquer leur vie quotidienne.

« On va tout faire pour limiter la gêne », dit le colonel Bénévent. Et si des résidents inquiets souhaitent aller loger ailleurs ? « Pour les familles les plus exposées, ce n'est pas exclu. »



# SÉCURITÉ DU FUTUROSCOPE, PLONGÉE DANS LES COULISSES DES EXERCICES **ANTI-ATTENTAT**



Ce mardi 19 novembre, le Futuroscope à Chasseneuil-du-Poitou a été la scène d'un nouveau test d'attentat grandeur nature. Un exercice essentiel pour préparer le parc à une situation de crise. Pour les services de secours et de sécurité, c'est l'occasion de tester leur capacité de réaction.

Ce mardi 19 novembre, le Futuroscope à Chasseneuil-du-Poitou a été la scène d'un nouvel

exercice d'attentat grandeur nature, dans le cadre d'un exercice NOVI-AT (Nombreuses Victimes-Attentat). Pour les services de secours et de sécurité, c'est l'occasion de tester leur capacité de réaction. La préfecture de la Vienne rappelle que l'objectif est de tester le plan « Organisation de la réponse de sécurité civile » (ORSEC) et plus précisément sa disposition « Nombreuses victimes ». Ce n'est pas la première opération du genre dans le département, la dernière a eu lieu à l'aéroport de Poitiers-Biard.

L'Arena Futuroscope, cible d'un faux attentat. Cette année, le scénario retenu consiste en une attaque terroriste de l'Arena Futuroscope, une salle qui peut aller jusqu'à 6.000 places en mode concert. Un lieu stratégique, puisqu'il accueille en effet des grands événements comme le concours Miss France à la fin de



Dans les faits, l'alerte est donnée vers 10h du matin ce mardi. Les premières informations font état de deux assaillants qui auraient tiré des coups de feu sur le parking, blessant par balles plusieurs personnes. Rapidement plusieurs dispositifs d'urgence sont mis en place. Après l'instauration d'un centre opérationnel départemental, sont ensuite déployés le poste de Commandement Opérationnel (PCO), le Poste Médical Avancé (PMA) et le centre d'accueil des impliqués (CAI). 200 gendarmes environ, mais aussi des policiers de la région et des membres du GIGN interviennent tour à tour sur le site.

Les choses se gâtent rapidement, et selon les informations qui remontent à la gendarmerie, les assaillants seraient en effet beaucoup plus nombreux. Ils prennent en otage plusieurs personnes et expriment des revendications. La tentative de médiation ne donne rien, et l'ordre est donné aux forces de sécurité d'intervenir. Les terroristes sont maîtrisés, mais de nombreuses victimes sont à déplorer.

Les pompiers, équipés de gilets pare-balle, évacuent le plus rapidement possible des victimes vers le poste médical avancé pendant que les dizaines de médecins, infirmiers et ambulanciers prennent en charge les blessés, dont certains en urgence absolue. Rapidement, cet hôpital de campagne s'active pour s'occuper des victimes avant leur transfert vers les différents hôpitaux de la région.

Sur place, les différents bénévoles qui ont incarné les victimes sont pour la plupart des étudiants de l'école de soins infirmiers de Poitiers (IFSI). La préfecture n'a pas encore communiqué le bilan de cet exercice, notamment le nombre de faux blessés suite à cette opération.

l'année ou des matchs de sport comme France-Chypre en basket ce dimanche.



# 50 JEUNES ONT DÉCOUVERT LES SERVICES PUBLICS LORS D'UN ESCAPE GAME GÉANT À ABBEVILLE

La sous-préfecture d'Abbeville a permis à une cinquantaine de jeunes de découvrir la police, la gendarmerie ou encore l'hôpital à travers un escape game géant.

Belle initiative que celle menée par la sous-préfecture d'Abbeville (Somme) dans le cadre de la politique de la ville. Cette dernière a mis en place le projet « City Raid ». Le temps d'une journée, un parcours citoyen a été proposé à une cinquantaine de collégiens issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

## ■ Journée des vocations

Cette « journée des vocations » a pris la forme d'un cluedo géant/escape game avec des séquences à résoudre dans différents services

publics, avec lesquels le programme de l'évènement a été construit.

La sous-préfecture permettant aux jeunes de découvrir certains services avec un aspect ludique.

Passage à la gendarmerie et au commissariat  
Durant leur parcours, les collégiens ont ainsi poussé la porte de la sous-préfecture d'Abbeville où ils ont pu découvrir le métier de sous-préfet, se rendre au commissariat de police



nationale pour voir (en vrai et pas à la télé) les fonctions de police judiciaire et de police scientifique.

Les jeunes se sont également rendus au centre de secours principal des sapeurs-pompiers avec au programme secours aux victimes et découverte du matériel.

Au centre hospitalier, les jeunes ont découvert les métiers de la santé, le service des urgences, de radiologie...

Autre moment fort de cette journée très instructive, le passage à la caserne de la gendarmerie nationale où la commandante de la compagnie Emilie Pistre a présenté les spécificités de la gendarmerie nationale, les matériels ou encore le peloton motorisé.

Un parcours qui s'est terminé à la mairie d'Abbeville où un temps de convivialité était prévu avec un goûter, la remise de lots et des récompenses.

Les collégiens ont ainsi cheminé par petits groupes encadrés par des professionnels du secteur associatif et de jeunes sapeurs-pompiers, de services publics en services publics.

« L'objectif était de faire découvrir les fonctions et les métiers de ces services aux jeunes des

QPV qui en sont davantage éloignés. Dans le même temps, ils ont pu résoudre une énigme dont le scénario a débuté en sous-préfecture avec l'agression fictive d'une personne et le vol d'un tableau, qui sera retrouvé en fin de journée » précise la sous-préfecture.

La sous-préfecture et la déléguée du préfet dans les quartiers politiques de la ville se sont appuyées sur les services de l'éducation nationale et sur les partenaires associatifs de la politique de la ville, en premier lieu la MPT d'Abbeville, coordonnant les autres acteurs (association Prélude, maisons de quartier...) pour recueillir l'inscription des jeunes.

### ■ Médaille de la citoyenneté, survols de la baie de Somme, places de cinéma

Parmi les récompenses offertes aux jeunes participants de cet événement inédit, outre une médaille de la citoyenneté, des vols de plus de 30 minutes au-dessus de la Baie de Somme en partenariat avec l'aérodrome d'Abbeville/Buigny-Saint-Maclou, des places de cinéma, des places de laser game et une visite citoyenne pour tous les participants à l'Assemblée nationale.

Nul doute que cette journée suscitera des vocations chez ces jeunes participants.

# HAUTES-PYRÉNÉES :

## LES GENDARMES CONTRÔLENT LES ÉQUIPEMENTS HIVERNAUX, LES SANCTIONS PEUVENT TOMBER



Les gendarmes des Hautes-Pyrénées ont mené une opération de contrôle des équipements hivernaux, à Saligos, près d'Argelès-Gazost le jeudi 14 novembre. Depuis cette année, des amendes peuvent être données si les automobilistes n'ont pas quatre pneus neige ou des chaînes.

Depuis le 1er novembre, les équipements hivernaux sont de nouveaux obligatoires dans 29 communes des Pyrénées-Atlantiques et 55 des Hautes-Pyrénées. Dans certaines zones, proches de la montagne, il faut alors s'équiper de quatre pneus neige, ou bien de pneus quatre saisons avec le pictogramme montagne,

ou avoir des chaînes facilement accessibles dans le coffre. Ces dernières années, les gendarmes faisaient plutôt de la prévention à ce sujet, mais dorénavant, ils peuvent mettre des sanctions en cas d'infractions : entre 22 et 135 euros selon la gravité.



Une opération de contrôle a été menée à Saligos, près d'Argelès-Gazost, jeudi 14 novembre, pour avertir une dernière fois.

### ■ Éviter les accidents

« La première sanction quand on est mal équipé, c'est l'accident », rappelle Fabien Tuleu, sous-préfet d'Argelès-Gazost qui a participé au contrôle. Sous la neige, les automobilistes ont tendance à rouler moins vite, il y a donc peu d'accidents graves, mais ça peut créer de sacrées perturbations, notamment à l'entrée des stations. « Imaginez quand les usagers se mettent sur le bord de la route et découvrent la notice d'emploi des chaînes. Il peut y avoir des bouchons », explique Fabien Tuleu. Globalement, « la population est habituée à circuler en montagne et s'équipe comme il faut », constate le capitaine Alexandre Brazille, commandant de l'escadron départemental de la sécurité routière de Tarbes.

Pour son travail, Lucas doit régulièrement aller à Cauterets ou à Luz-Saint-Sauveur, deux zones concernées par l'obligation, alors les pneus neige, c'est devenu un réflexe. « Une fois, je n'en avait que deux, et ça glissait vraiment, j'ai eu peur. Quand on commence à glisser, c'est fini, on ne peut rien faire. » Plus rares sont ceux qui ne sont pas du tout au courant, mais il y en a encore quelques-uns, comme Claude

qui considère « qu'un 4x4 ça passe partout ». Les gendarmes lui rappellent pourtant que ce n'est pas suffisant.

### ■ Informer les touristes

Les forces de l'ordre appellent aussi à la vigilance sur les chaînes. Ça paraît évident, mais il faut qu'elles soient à la bonne taille. Marie-Jeanne était persuadée que les siennes étaient adaptées. Mais au moment du contrôle, le gendarme lui annonce « qu'elles sont trop petites ». « J'ai pourtant été chez le garagiste! » s'étonne l'automobiliste. Un cas qui arrive souvent, notamment après avoir changé de voiture.

D'autres contrôles vont être menés un peu partout dans le département à l'approche de la saison hivernale, notamment auprès des touristes, moins habitués à la neige. « En règle générale, les équipements hivernaux font partie du package avec les skis et les chaussures », rassure le capitaine Alexandre Brazille. Reste qu'à l'ouverture des stations, le trafic va augmenter, et le risque d'accident aussi. Pour connaître les communes concernées, il faut se rendre sur les sites des préfectures des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques. Dans certains cas, la règle ne s'applique pas sur l'intégralité de la commune.

## DORDOGNE :

# LES GENDARMES PROPOSENT DE TESTER DES LUNETTES POUR VOIR « **COMME QUAND ON A BU AU VOLANT** » SUR LE MARCHÉ



Les gendarmes de Sarlat-la-Canéda ont monté un atelier de sensibilisation sur le marché samedi 16 novembre : ils proposent aux badauds des lunettes qui reconstituent l'effet de la consommation d'alcool ou de stupéfiants au volant. L'effet est spectaculaire.

Les curieux s'arrêtent en voyant les gendarmes sur un stand au pied de la Poste, sur le marché du samedi de Sarlat. Sur une table, une dizaine de lunettes qui ressemblent à des masques de ski, avec écrit sur l'un « fatigue », l'autre « alcool - faible consommation », jusqu'au « binge drinking », ou encore « cannabis » et « LSD ». « Cela permet de se rendre compte dans quel état on est quand on a consommé, alors qu'on est dans son état normal.

L'effet est immédiat », explique le chef d'escadron Joffrey Conte, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Sarlat.

C'est lui qui a monté cet atelier de prévention routière avec l'aide de l'école de conduite City-Zen de Sarlat, et l'assureur AXA Mickaël Mokhtar de Sarlat. Une fois les lunettes enfilées, les gendarmes nous font faire un petit parcours sur un tapis sur lequel est dessinée



La gendarmerie veut réitérer l'expérience sur le marché de Sarlat, cette fois à l'approche des fêtes de fin d'année, sur le marché de Noël.

Le nombre de morts sur les routes est très élevé cette année en Dordogne avec 29 morts sur les routes depuis le début de l'année.

une route, avec des obstacles à franchir. Et rien que ramasser ses clés de voiture par terre est compliqué : « Avec la drogue notamment, la vision est largement altérée, notamment sur la profondeur », explique le commandant : « Certains nous disent qu'ils arrivent à le faire rapidement, mais quand leurs camarades qui les filment leur montrent la vidéo, ils se rendent compte que ce n'est pas du tout le cas ».

### **■ Ramasser ses clés par terre, pas une mince affaire**

C'est la deuxième fois que les gendarmes proposent cet atelier sur le marché de Sarlat. La première fois, une soixantaine de passants se sont essayés au test des lunettes. Un atelier sur les nouveaux panneaux routiers, par exemple ceux sur les zones partagées, ou la différence entre un rond-point et un giratoire, est proposé par l'auto-école. Et l'assureur AXA propose de mettre à jour nos souvenirs pour établir un constat amiable.

# **GENDARMERIE :**

## **DES FAMILLES ALERTENT SUR L'ÉTAT DE DÉLABREMENT DES CASERNES**

La situation alarmante des logements des gendarmes fait de nouveau surface après un incident survenu à Saint-Malo le 22 novembre, où deux balcons se sont effondrés dans une caserne, relate un reportage de TF1. Malheureusement, ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. A Dijon, une des gendarmeries les plus délabrées de France illustre l'ampleur du problème.



Des murs fissurés, des balcons décrépis et des installations électriques non conformes mettent en danger les familles qui y vivent. Dans ce reportage diffusé au 20h, des proches de gendarmes ont témoigné à visage caché, dévoilant des conditions de vie qui apparaissent parfois à un véritable calvaire.

### **Des témoignages édifiants et accablants**

Une femme de gendarme a décrit le quotidien de sa famille dans un logement insalubre, soulignant des problèmes multiples. « Les murs, c'est du papier. On entend tous nos voisins, on entend les chasses d'eau. L'électricité n'est pas du tout aux normes, donc c'est hyper dangereux pour les enfants. Régulièrement, quand je tire une prise, il y a une étincelle », a-t-elle confié à TF1.

En hiver, l'absence de chauffage complique encore les choses : « Il nous est déjà arrivé de devoir chauffer de l'eau dans une casserole pour remplir le bain pour les enfants. Ça pèse sur le moral parce qu'il fait froid, parce qu'on est énervés. Nos maris servent l'Etat et voilà ce qu'on a en remerciement. »

### **Un problème structurel et financier**

Sur les 3.728 casernes en France, 430 nécessitent une rénovation urgente. Pourtant, en dix ans, 2,2 milliards d'euros de travaux n'ont pas

été réalisés. Selon Bruno Belin, sénateur de la Vienne, les budgets alloués au paiement des loyers, souvent élevés, empêchent de financer les rénovations. « Il y a des arbitrages qui sont faits au niveau de la direction générale de la gendarmerie et puis évidemment au niveau du ministère. Ces travaux, malgré leur validation ou leur intérêt, n'ont pas été financés », explique-t-il au micro de TF1.

Pour 2025, 300 millions d'euros sont prévus pour rénover les logements et les espaces recevant du public, mais cela est loin de suffire. Marie-Laure Pezant, porte-parole de la gendarmerie nationale, insiste sur l'importance d'un investissement régulier : « L'entretien de l'immobilier de la gendarmerie, ce n'est pas simplement sur une année. C'est chaque année qu'il faut qu'on puisse investir. Donc oui, dans l'immédiat, elle est satisfaisante, mais il faut qu'on arrive à la pérenniser.

# LES GENDARMES

## UTILISENT LES PELUCHES PANDAS POUR AIDER LES ENFANTS



Les gendarmes de la section aérienne d'Égletons, en Corrèze, renouvellent leur opération "Pandag" au bénéfice du service pédiatrique de l'hôpital de Tulle. Une partie des fonds récoltés par la vente de ces peluches sera reversée à l'association AMUSE qui agit au profit des enfants hospitalisés.

La mascotte "Pandag" reprend du service. La petite peluche est proposée à l'adoption au profit du service pédiatrique de l'hôpital de Tulle. Pour cette deuxième campagne de vente organisée par la section aérienne de la gendarmerie (SAG) d'Égletons, les militaires l'ont habillé de leur uniforme.

### ■ Une initiative solidaire au succès retentissant

Sur leur temps libre, huit gendarmes de la section aérienne préparent les commandes déjà nombreuses. « On a démarré, il y a moins d'une semaine, et on a presque vendu la moitié des Pandags » Adjudant Erwan – Gendarme de la section aérienne d'Égletons

### ■ Un panda "Pandag", mascotte du SAG

En 2021, les gendarmes avaient lancé une première opération de vente couronnée de succès. Depuis, le petit panda est devenu la mascotte de la section d'Égletons. Elle met en lumière leurs interventions aériennes.

"Il est important pour nous de participer à l'effort sur la cellule pédiatrique de l'hôpital de Tulle et ainsi montrer notre façade secours."

Adjudant-chef Vincent – Commandant de la section aérienne, président de l'association DAG19

### ■ Un partenariat gagnant-gagnant avec l'association AMUSE

La première campagne de vente avait permis de récolter trois mille euros pour l'association AMUSE. Résultat, de nouveaux équipements pour le service pédiatrique de l'hôpital de Tulle et une collaboration active entre gendarmes et soignants. « Ils ont plein d'idées pour nous, et nous, on a plein d'idées à leur soumettre. C'est vraiment un partenariat important pour l'association et pour le service." Céline Emier et Emmanuelle Calle – Présidente et vice-présidente de l'association AMUSE

### ■ Les gendarmes en pleine préparation @ France Télévisions

Cette année, 500 peluches sont disponibles à la vente en ligne ou sur place à l'aérodrome d'Égletons. Vingt euros pièce directement reversés à l'association.



# « DU GRAFF CHEZ LES GENDARMES, CE N'EST PAS TOUS LES JOURS » :

## À SAINT-BRIEUC,

# CET ARTISTE POSE SON ART CHEZ LES MILITAIRES



C'est un graffeur bien connu des Briochins : Bertrand Brinks Keravis, avec la complicité de l'artiste lorientais Kaz, a peint une fresque à la caserne Guébriant, chez les gendarmes costarmoricains.

Bertrand Brinks Keravis, à droite, a réalisé la fresque au sein de la caserne du groupement de gendarmerie des Côtes-d'Armor. À ses côtés le lieutenant-colonel Laurent Kerdoncuff.

Bertrand Brinks Keravis, à droite, a réalisé la fresque au sein de la caserne du groupement de gendarmerie des Côtes-d'Armor. À ses côtés le lieutenant-colonel Laurent Kerdoncuff. (Le Télégramme/Camille André)

Ça le fait sourire, il sait que les « puristes » du graff risquent de ne pas comprendre. Mais Bertrand Keravis, aka Brinks, n'est pas du genre à s'accrocher aux clichés : le graffeur briochin,

artiste depuis les années 1990, vient de réaliser une fresque au sein de la caserne Guébriant, à Saint-Brieuc, où est installé le groupement de gendarmerie des Côtes-d'Armor. « Du graff chez les gendarmes, ce n'est pas tous les jours, plaisante-t-il. L'idée, c'était de mettre en scène le rapport entre gendarmerie et population. »

### ■ « Rappeler des éléments importants »

Devise de « service » des militaires, contact avec la population, fierté de leur métier, sécurité et action, plusieurs scènes de travail des gendarmes se mêlent sur cette œuvre. « On est dans l'amélioration du cadre de vie de nos équipes, c'est aussi une façon de rappeler ces éléments importants de notre travail au quotidien », note le lieutenant-colonel Laurent Kerdoncuff, second du groupement de gendarmerie. Avis aux curieux, la fresque est visible depuis la rue.

# APPELÉS POUR SECOURIR UN PARAPENTISTE,

## LES GENDARMES

### VIENNENT EN AIDE... À UNE FIGURE DU RUGBY FRANÇAIS

Les gendarmes ne s'attendaient certainement pas à cette rencontre lorsqu'ils ont été appelés pour venir en aide à un parapentiste... qui n'était autre qu'une figure du rugby français.

« Parmi les nombreuses interventions réalisées par les gendarmes, il en est une qui fait partie de celle qui marque une carrière » : c'est ainsi que la gendarmerie de La Réunion résume un sauvetage effectué le lundi 11 novembre 2024.

#### ■ Une mission secours

Sur sa page Facebook, elle raconte avoir été déployée dans la matinée du côté de Saint-Joseph. Ce sont très exactement les gendarmes de la section aérienne et du peloton de haute montagne qui sont mobilisés, pour venir en aide à un parapentiste, en mauvaise posture. Qui n'est autre... qu'une figure du rugby français. Voir aussi : A 103 ans, elle s'offre son premier tatouage et un tour à moto !

#### ■ Marc Lièvre mont secouru

En effet, la gendarmerie réunionnaise n'en croit pas vraiment ses yeux : ses protégés « n'imaginent pas qu'ils interviennent au profit d'un champion de rugby, ancien joueur et sélectionneur du XV de France » : c'est tout simplement Marc Lièvre mont qui est secouru. « Il est devenu contre son gré un spectateur des techniques alpines déployées par les militaires du PGHM pour lui porter secours », écrivent encore les gendarmes.

#### ■ « C'est exceptionnel d'être là, en vie »

Plus de peur que de mal, comme en témoigne la photo de groupe prise après



« de nombreux efforts et des émotions fortes ». Dans un entretien accordé au Parisien suite à ce sauvetage, celui qui est désormais consultant pour Canal + explique que sa voile « s'est prise dans un arbre, s'est déchirée et je me suis retrouvé perché, au-dessus du vide, à 500 mètres du sol ». Accroché à une petite branche, Marc Lièvre mont, qui s'en est sorti avec quelques égratignures, concède avoir « eu très peur » et reconnaît, après ce sauvetage, avoir « eu beaucoup de chance. C'est exceptionnel d'être là, en vie ».

# 2.000 GENDARMES

## DU GRAND EST BIENTÔT FORMÉS CHAQUE ANNÉE DANS UN NOUVEAU CENTRE D'INSTRUCTION À METZ

Un nouveau Centre régional et d'instructions de la gendarmerie va s'établir sur l'ancienne base militaire de Metz-Frescaty. Un lieu destiné à accueillir les militaires en formation mais pas seulement.

Une convention de partenariat a été officiellement signée ce mardi 22 octobre entre le général de corps d'armée Olivier Kim, commandant la région de gendarmerie du Grand Est, et François Grosdidier, Maire de Metz et président de l'Eurométropole de Metz. Ce partenariat renforce les capacités de formation de la gendarmerie du Grand Est avec la création d'un nouveau centre d'instruction sur l'ancienne base aérienne de Metz-Frescaty. « On avait des lieux de formation historiques comme Baccarat ou Thionville pour l'instruction élémentaire de conduite » rappelle Olivier Kim, « il convenait de trouver une infrastructure sur la ville de Metz car à Metz se trouve le siège de la gendarmerie Grand Est et de la zone de défense et de sécurité Est. Il fallait un site pour fédérer les formations que nous délivrons. La formation amène à la compétence qui est une force de la gendarmerie nationale pour les cadres sur le terrain.»

Cinq bâtiments désaffectés de l'ancienne base seront réhabilités pour offrir des infrastructures modernes : salles de cours, espaces de vie et installations adaptées à l'accueil de gendarmes en formation. « Ici, on viendra se former en intervention professionnelle, en matière de secourisme, de cybersécurité » détaille Olivier Kim, « 2.000 gendarmes seront formés chaque année mais on dispensera également en formation croisée tous nos partenaires de



l'Eurométropole de Metz, du Conseil départemental... Il s'agira de sensibiliser leurs cadres aux problématiques d'aujourd'hui comme par exemple la formation des élus à la négociation. » En prévision également : l'ouverture d'un stand de tir pour accueillir les gendarmes d'active et de réserve mais aussi la police métropolitaine de Metz, la police, voire même l'armée « si elle en exprime le besoin» .

« C'est une synergie » a déclaré François Grosdidier, au micro de France 3 Lorraine, « un accord intelligent de mutualisation. Au moment où l'argent public est tellement rare, il faut que nous soyons plus efficaces avec de meilleurs résultats en utilisant bien mieux nos moyens.»

Ce projet s'inscrit dans la dynamique de réhabilitation des friches de l'ancienne base militaire à proximité de l'A31 et de la ZAC d'Augny. L'inauguration est prévue le 25 juin 2025.

# AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

## LES RESPONSABLES

**Mme Murielle NOEL**

**Présidente Nationale**

13 Route des Planèzes  
23400 BOURGANEUF  
muriellenoel@aamfg.fr  
06 87 18 26 67

**Fabienne GOESLIER-CHALLES**

**Vice présidente**

70, rue des Capucins  
41200 ROMORANTIN LANTHENAY  
fabiennechalles@aamfg.fr  
06 86 30 17 40

**Christine ROBIN**

**Secrétaire générale**

155, chemin de Baylot  
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC  
christinerobin@aamfg.fr  
06 62 63 33 55

**Virginie RODRIGUEZ**

**Responsable entraide**

4E rue du G<sup>al</sup> Audibert 35200 RENNES  
virginierodriguez@aamfg.fr  
06 26 88 06 09

**Marianne BARALE**

86 impasse Héra - Bat C2  
83160 LA VILETTE DU VAR  
mariannebarale@aamfg.fr  
06 65 65 39 23

**Christelle PINGEOT**

37 rue du Vélodrome, 87000 LIMOGES  
christellepingeot@aamfg.fr  
06 22 26 60 59

**Anne MARTINEZ**

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER  
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

## POURQUOI ADHÉRER ?

[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et ville : .....

Téléphone : .....

Portable : .....

E-mail : .....

Cotisation annuelle : 15 € <sup>(1)</sup>

Don de soutien à l'association : .....<sup>(2)</sup>

(montant libre et facultatif)

Total du paiement \* (-1 + 2) : .....

Parrainage : .....

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné d'un paiement à l'adresse suivante :

**AAMFG – Service des Adhésions**  
**13 route des planèzes 23400 Bourganeuf**

\*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG